

## ► L'euro va-t-il tuer l'Europe ?

- Qui serait prêt à renoncer à la monnaie unique ?
- Quels sont les scénarios de sa disparition ?
- Quels seraient les effets d'un éclatement ?

### Décodage

**D**on't do it.» Ne faites pas cela. Cela? La scission, le morcellement, voire l'éclatement de la zone euro. Le conseil vient de l'hebdomadaire britannique *The Economist* qui, dans son édition du 4 décembre, s'interroge sur l'avenir de la monnaie unique. «*Démanteler l'euro n'est pas impensable, seulement très coûteux*», avertit le magazine à l'adresse des dirigeants européens qui se réunissent à Bruxelles, jeudi 16 et vendredi 17 décembre, dans un climat toujours tendu.

Malgré les professions de foi en l'euro des responsables de la zone, l'idée fait son chemin parmi les économistes: certains Etats n'auraient-ils pas intérêt à retrouver le contrôle de leur politique monétaire en revenant à leur ancienne devise? La Grèce à la drachme, le Portugal à l'escudo, voire l'Allemagne au deutschemark...

Un pays membre de l'union monétaire est censé le rester pour toujours. Une sortie de l'euro n'est pas prévue par les traités. Pourtant, hormis les difficultés techniques, rien ne l'interdit absolument.

**Scénario 1: le départ d'un pays «périphérique»** Un peu d'économie fiction. Nous sommes fin 2011. La Grèce, l'Irlande sont loin d'en avoir fini avec les plans d'austérité censés ramener leurs déficits colossaux dans les limites fixées par le traité de Maastricht? Tout retard pris dans leurs programmes d'ajustement est durement sanctionné par les marchés. L'équation est de plus en plus difficile à tenir: la rigueur pèse sur la croissance et ampute les recettes fiscales. Le chômage grimpe, le climat social est délétère.

A Athènes et à Dublin, la tentation est forte de quitter l'euro. L'objectif? Pouvoir à nouveau recourir à l'arme de la dévaluation afin de regagner en compétitivité, doper

les exportations, bref, stimuler la croissance pour faciliter la réduction des déficits publics...

Mais le jeu en vaut-il vraiment la chandelle? Cette stratégie comporte de graves dangers. Le premier est celui d'une panique bancaire. Aussitôt informés de l'abandon de l'euro pour leur ancienne monnaie, les déposants grecs, irlandais se hâteraient de retirer leurs avoirs des banques nationales. Celles-ci ne pourraient plus s'abreuver en liquidités auprès de la Banque centrale européenne (BCE) dont elles sont pourtant très dépendantes actuellement.

Autre écueil: la dette, privée et publique. Nombre d'entreprises seraient asphyxiées sous le poids de leurs crédits libellés en euros. Même chose pour l'Etat, dont l'endettement deviendrait insupportable. L'ensemble du système financier de la zone euro en subirait les conséquences: toutes les banques européennes possédant des obligations grecques ou irlandaises enregistreraient de lourdes pertes.

En outre, «*les bienfaits de la dévaluation ne durent qu'un temps et ne remplacent pas les réformes structurelles*», note Laurence Boone, chef économiste chez Barclays. «*Un pays qui sort de l'euro risque de perdre énormément en crédibilité vis-à-vis des investisseurs et devra faire de gros efforts d'ajustement pour la retrouver*», poursuit-elle.

**Scénario 2: l'Allemagne nostalgique du deutschemark** Le scénario serait sans doute moins catastrophique si l'Allemagne décidait de s'en aller. Lassée de devoir payer pour les mauvais élèves de la zone, une majorité de la population outre-Rhin se dit désormais nostalgique du deutschemark. La première puissance économique européenne chérit plus que tout la stabilité de la monnaie. Les mesures d'urgence prises par la BCE pour endiguer la crise, ces derniers mois, ont inquiété jusque dans les rangs de la Bundesbank, la banque centrale allemande.

En décidant de recouvrer son indépendance monétaire, l'Allemagne prendrait moins de risques que les Etats dits «périphériques» de la zone euro: ses finances publiques sont fiables et continueraient d'inspirer confiance aux investisseurs internationaux.

Mais la médaille a son revers, notamment au plan commercial. Le nouveau deutschemark ne pourrait manquer de s'apprécier fortement. Certains économistes évoquent une réévaluation de 30% vis-à-vis de l'euro qui pénaliserait les industriels allemands par rapport à leurs concurrents français ou italiens. Or l'Allemagne réalise près de 50% de ses

## 16 pays

Seize des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne ont adopté l'euro: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie, Chypre, Malte et la Slovaquie.

exportations au sein de la zone euro. Pour compenser, il lui faudrait reprendre ses efforts de compétitivité via, par exemple, la modération salariale, au risque de peser lourdement sur la consommation des ménages.

Et si la France en revenait au franc, comme le réclament avec force une poignée de souverainistes? Une telle option reviendrait à «*se retirer du marché de la dette pas chère*», met en garde Jacques Delpla, du Conseil d'analyse économique. Aujourd'hui, la dette française est considérée comme une valeur refuge, au même titre que la dette allemande, par comparaison à l'Espagne ou au Portugal. Mais Paris est loin d'avoir retrouvé l'équilibre de ses finances publiques. Hors de l'euro, «*les taux d'intérêt monteraient immédiatement*», prédit M. Delpla.

**Scénario 3: la zone euro explose** Plutôt que de laisser un pays assumer le coût d'une sortie, certains eurosceptiques se plaisent à imaginer que les seize Etats membres puissent renoncer à l'union à la monnaie commune. Les éco-

nomistes de la banque néerlandaise ING ont tenté de modéliser les effets d'un éclatement de la zone euro. Dans une étude parue en juillet, intitulée «*quantifier l'impensable*», ils décrivent un scénario d'apocalypse: la drachme grecque, la peseta espagnole, l'escudo portugais seraient dévalués de 50% par rapport au deutschemark. Ces pays verraient leurs taux d'intérêt monter en flèche et seraient aux prises avec une inflation galopante aux effets dévastateurs sur l'économie.

A l'inverse, l'Allemagne et les autres grands pays se trouveraient confrontés à un choc déflationniste qui verrait reculer tout ensemble la consommation, l'investissement et la production. Les prix des actions et de l'immobilier plongeraient, plombant le bilan des banques. L'ex-zone euro serait frappée par une récession de 10% en moyenne dans les deux ans suivant l'explosion. Ni le Royaume-Uni, ni les pays d'Europe centrale, ni les Etats-Unis ne seraient épargnés par cette onde de choc...

Les taux de change des nouvelles devises souffriraient d'une «*extrême instabilité*». Quant au marché unique européen, socle de l'Union européenne, la dislocation de l'eurozone signifierait sans doute son acte de décès...

«*Les effets d'un démantèlement [de l'union monétaire] renverraient au rang de simple péripétie l'effondrement qui a suivi la faillite de Lehman Brothers*», affirme l'étude, qui ajoute: «*Les dommages économiques provoqués dans les deux ans pèseraient lourdement face aux bénéfices de long terme supposés.*»

Marie de Vergès

Parce que vous avez certainement manqué un épisode...

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE

**L'AFFAIRE BETTENCOURT**

- Eric Woerth : les manœuvres de l'Élysée, la guerre des magistrats
- La mère, la fille, le dandy et les avocats s'expliquent
- L'histoire de l'extraordinaire réussite du groupe L'Oréal
- L'univers fermé du petit club des ultra-riches en France et dans le monde

100 PAGES - 7,50 € - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## L'Allemagne, entre destin européen et tentation suisse

### De Berlin

**E**t si l'Allemagne se rêvait en grande Suisse, nouant des liens économiques avec le monde entier mais n'ayant à rendre de comptes politiques à personne? Cette thèse, en contradiction avec les discours officiels à Berlin, ferait sourire si elle n'émanait d'une des observatrices de la scène européenne: Ulrike Guérot, responsable à Berlin du centre de réflexion European Council of Foreign Relations (ECFR), collaboratrice dans les années 1990 de Wolfgang Schäuble, alors président du Bundestag, puis de Jacques Delors après qu'il eut présidé la Commission européenne. Selon elle, vingt ans après la réunification, les relations de l'Allemagne avec l'Europe ont profondément changé.

Dans une note qu'elle vient de publier - «*How European Is the New Germany?*» -, cette europhile convaincue explique que plusieurs facteurs contribuent à un repli sur soi de l'Allemagne. Les sondages le montrent: sans être antieuropéens, les Allemands ne sont plus enthousiastes pour la

construction de l'Union européenne. Si les chefs d'entreprise se félicitent toujours de la création de l'euro, leur marché est, pour nombre d'entre eux, devenu mondial. Beaucoup se plaignent du manque de productivité de nombreux pays européens. Du coup, les leaders politiques cherchent moins à faire progresser la construction européenne qu'à défendre les intérêts de l'Allemagne.

### «Victime de l'euro»

Comment en est-on arrivé là? Pour Ulrike Guérot, l'Europe a changé. A vingt-sept, la machine est lourde à tirer. «*Si pour la plupart des Européens, l'Allemagne est le grand gagnant de l'euro, beaucoup d'Allemands jugent au contraire que leur pays est une victime de l'euro et de l'Europe*», poursuit-elle. De par sa relation privilégiée avec la Russie et avec la Chine, l'Allemagne peut penser ne pas avoir toujours forcément intérêt à se montrer solidaire avec les autres pays européens, notamment lorsqu'il s'agit d'accéder aux matières premières d'un pays émergent.

Tout cela explique que «*l'Allemagne ne veut plus créer l'Europe à n'importe quel prix et n'est plus prête à payer pour chaque compromis*

européen». L'avenir, selon elle, n'est pas écrit: «*L'Allemagne doit décider si elle veut se passer de l'Union européenne et devenir, seule, un acteur mondial, ou si elle veut devenir le principal acteur - et le principal bénéficiaire - d'une Europe dont elle dirigerait la transformation en un acteur mondial.*»

La thèse de la tentation helvétique est sans doute excessive. Aucun dirigeant n'est prêt à remettre en cause l'euro. Reste que, contrairement à ses prédécesseurs, Angela Merkel apparaît davantage comme une Européenne de raison que de cœur. Et si la France et l'Allemagne font aujourd'hui cause commune face à la crise de la zone euro, les deux pays ne partagent pas forcément la même vision économique de l'Europe.

Comme l'analysent Pascal Kaufmann et Henrik Uterwedde dans leur étude «*La France et l'Allemagne face à la crise de l'euro*» (IFRI, 2010), la France voit «*l'Europe comme un substitut de l'Etat national en perte de pouvoir*», alors que les Allemands, qui continuent de faire référence à l'économie sociale de marché, «*cantonnent l'Europe au rôle de régulateur*».

Frédéric Lemaître  
(Berlin, correspondant)



Défilé dans les rues de Paris pour saluer la naissance, le 4 janvier 1999, de la monnaie unique européenne.  
PASCAL PAVANI/AFP

### Les critères de Maastricht

Les « critères de convergence » ont été établis avec le traité de Maastricht, le 7 février 1992. Ces critères doivent être respectés par les Etats européens pour intégrer la zone euro, mais pas pour y rester.

- Le déficit public annuel ne doit pas excéder 3 % du produit intérieur brut (PIB).
- La dette publique brute ne doit pas dépasser 60 % du PIB.
- Taux d'inflation : il ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point la moyenne de celui des trois Etats membres affichant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.
- Taux de change : l'Etat doit avoir participé au mécanisme de taux de change du système monétaire européen (SME) pendant les deux années précédant l'examen de sa situation, sans connaître de graves tensions.
- Taux d'intérêt à long terme : ils ne doivent pas dépasser de plus de 2 % ceux des trois Etats membres affichant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

## Le volontarisme politique a été réveillé par la crise

### De Bruxelles

Angela Merkel a d'abord brandi le chiffon rouge avant de se raviser : la chancelière allemande en personne a menacé d'« exclusion » de la zone euro les pays qui ne parviendraient pas à respecter la discipline budgétaire fixée par le pacte de stabilité. C'était au début de la crise existentielle que traverse l'union monétaire, avant le sauvetage de la Grèce au printemps. L'idée avait suscité un tollé à Athènes et dans la plupart des capitales européennes. Depuis, l'hypothèse d'une sortie de la zone euro d'un pays aux abois n'est plus évoquée officiellement par les dirigeants. L'éclatement est, à ce stade, encore moins à l'ordre du jour : la survie de l'euro n'est « pas négociable », ont martelé Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors de leur dernière rencontre, le 10 décembre, à Fribourg.

### Cohésion à l'épreuve

« On sous-estime souvent le volontarisme des pays fondateurs de l'euro », observe Jean-Claude Piris, l'ancien juriste en chef du Conseil européen, à Bruxelles. Incertain sur le plan économique, le démantèlement de l'euro serait, à coup sûr, un désastre politique. A ce jour, la création de l'union monétaire, à la fin des années 1990, reste l'exemple le plus achevé d'intégration européenne. Les seize pays membres - bientôt dix-sept, avec l'Estonie le 1<sup>er</sup> janvier 2011 - se considèrent un peu comme l'avant-garde, après avoir mis leur monnaie en commun.

Allemagne en tête, les pays de la zone euro ont réagi de manière chaotique à la crise de la dette souveraine. Celle-ci révèle de manière cruelle les divergences économiques persistantes entre les membres de l'union monétaire et met à rude épreuve leur cohésion. D'abord peu équipés pour faire face à la situation, les Seize ont cependant tenté de s'organiser

pour éviter le naufrage collectif, au prix d'un effort de solidarité inimaginable lors du lancement de l'euro. Des plans de sauvetage ont été improvisés pour éviter le naufrage de la Grèce, puis de l'Irlande. Le Portugal pourrait en bénéficier dans les prochaines semaines. En octobre, il a été décidé de pérenniser après 2013 - selon des modalités qui suscitent de laborieuses tractations entre les Etats de la zone euro - le dispositif « temporaire » mis en place au printemps.

### Prévenir la défaillance

Chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept doivent approuver, jeudi 16 décembre à Bruxelles, l'une des conditions posées par Berlin avant d'aller en ce sens : une réforme des traités qui permette de rendre le nouveau dispositif inattaquable par les magistrats de la Cour constitutionnelle allemande. Ces derniers risquent sinon de mettre en avant la clause de « non-renflouement » d'un Etat aux abois pour sanctionner la création du futur mécanisme européen de stabilité.

L'heure de vérité viendra-t-elle plus tard ? « Les plans de sauvetage permettent de gagner du temps », répète Klaus Regling, le directeur général du fonds de sauvetage mis en place au printemps pour tenter d'endiguer les risques de contagion. Pour lui, les Etats membres de la zone doivent maintenant s'organiser pour prévenir la défaillance de l'un ou de l'autre, en remettant de l'ordre dans leurs finances publiques.

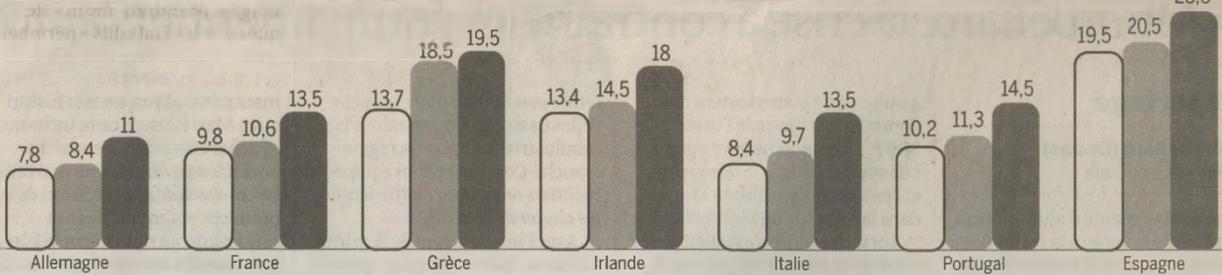
La crise pose aussi la question du bon équilibre entre politique monétaire et gouvernance économique. A long terme, même Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, conseille de rééquilibrer l'union monétaire, si possible en créant une fédération budgétaire. Sans aller aussi loin, les chefs d'Etat et de gouvernement se contentent à ce stade de vouloir renforcer la discipline commune.

Philippe Ricard (Bruxelles, bureau européen)

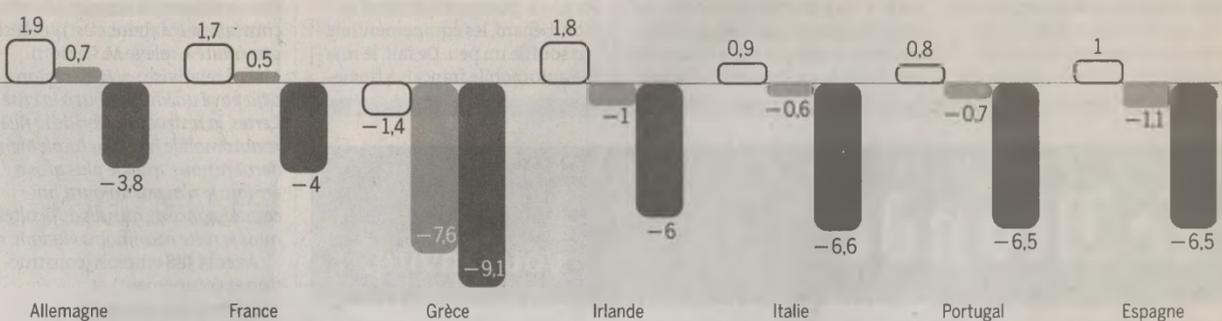
### Les effets d'un éclatement de la zone euro : trois scénarios modélisés par la banque ING

□ La zone euro reste en l'état ■ La Grèce sort de la zone euro ■ La zone euro disparaît

PRÉVISION DU TAUX DE CHÔMAGE EN 2011 SELON TROIS SCÉNARIOS, en %



PRÉVISION DU PIB EN 2011 SELON TROIS SCÉNARIOS, en %



SOURCE : ING, FINANCIAL MARKETS RESEARCH, EMU BREAK-UP

## Contrepoint

### En Estonie, le passage à l'euro est une évidence

En pleine crise existentielle, la zone euro s'apprête à accueillir un nouveau membre. Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'Estonie deviendra le 17<sup>e</sup> Etat européen à adopter la monnaie unique. Malgré les turbulences qui secouent l'union monétaire, Tallinn reste serein. A écouter les dirigeants estoniens, le passage à l'euro est même une évidence. De fait, la couronne estonienne a été arrimée au deutschemark dès sa création, en 1992, avant de se lier par un taux fixe à la monnaie unique : 15,6466 pour 1 euro. Elle ne s'en est jamais écartée.

Le gouvernement espère surtout que l'intégration à l'eurozone renforcera l'économie du pays en attirant les investisseurs. La plus septentrionale des républiques baltes se relè-

ve à peine d'une violente récession. Avec l'éclatement de la bulle immobilière, le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 14,1% en 2009. Malgré tout, pour maintenir ses finances en bon ordre, l'Estonie s'est infligé une cure d'austérité radicale : hausse des taxes, baisse des dépenses publiques, baisse des salaires...

Le pays s'en est tiré sans grèves ni manifestations, mais avec des comptes publics exemplaires : son déficit budgétaire atteignait, en 2009, 1,7% du PIB et sa dette publique 7,2%. L'Estonie rentre parfaitement dans les limites fixées par le traité de Maastricht. Cette année, le déficit devrait descendre à 1,3%, alors que le PIB devrait croître de 2,5%.

M. de V.

<b>Cousu Goodyear, Blake et Bolognais</b>		
1 Paire	129 €	
2 Paires	209 €	
<b>Embauchoirs en Cèdre Rouge</b>		
1 Paire	29 €	
4 Paires	59 €	
<b>Chemises Double Fil</b>		
1 Chemise	50 €	
4 Chemises	99 €	

**Paris 1<sup>er</sup>** M<sup>me</sup> Madeleine  
21-23 bd Madeleine  
(Gal. 3 Quartiers)

**Paris 4<sup>e</sup>** M<sup>me</sup> Bastille  
35 boulevard Henri IV

**Paris 7<sup>e</sup>** M<sup>me</sup> Sévres-Babylone  
39 boulevard Raspail

**Paris 8<sup>e</sup>** M<sup>me</sup> George V  
76-78 av. des Champs Elysées  
(Gal. des Arcades)

**Paris 8<sup>e</sup>** M<sup>me</sup> Madeleine  
4 rue Chauveau Lagarde

**Paris 17<sup>e</sup>** M<sup>me</sup> Porte Maillot  
Palais des Congrès

**Lyon 1<sup>er</sup>** M<sup>me</sup> Hôtel de Ville  
20 rue Lanterne

**Lyon 2<sup>e</sup>** M<sup>me</sup> Bellecour  
4 rue Childebert

**Anney**  
7 rue Sommeiller

**Vente sur Internet : bexley.com**  
N°1 de la Chaussure de Luxe Online



### En hausse « World of Warcraft »

La troisième « extension » du jeu de Vivendi, baptisée « Cataclysm », s'est vendue à plus de 3,3 millions d'unités en 24 heures. Un record : la deuxième s'était vendue à 2,8 millions en 2008.



### En baisse Yahoo!

Le portail Internet s'apprête à annoncer la suppression de plus de 600 emplois, soit quelque 5% de ses effectifs, selon le *New York Times* et le *Wall Street Journal*.

### Les cours du jour (14/12/10, 10h15)

Euro 1 euro : 1,3267 dollar (achat)  
Or Once d'or : 1399,00 dollars  
Pétrole Light sweet crude : 88,81 dollars  
Taux d'intérêt France : 3,226 (à dix ans)  
Taux d'intérêt Etats-Unis : 3,236 (à dix ans)

# Les défaillances d'entreprises diminuent lentement

Selon les chiffres des administrateurs judiciaires, 12 800 procédures ont été ouvertes au troisième trimestre

Les défaillances d'entreprises diminuent mais l'économie française reste convalescente. C'est, en résumé, le principal enseignement des statistiques publiées, mardi 14 décembre, par l'Observatoire économique du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ).

Au cours du troisième trimestre, les tribunaux ont ouvert, pour les employeurs en difficultés, près de 12 800 procédures (mise en liquidation, redressement judiciaire, sauvegarde, etc.). L'an passé, durant la même période, ce chiffre s'élevait à 13 900. La tendance inclinerait plutôt à l'optimisme mais le président du CNAJMJ, Vincent Gladel, recommande la plus grande « prudence ».

Les entreprises, qui entrent en procédure, ont vu leur situation se dégrader entre octobre 2008-octobre 2009 et octobre 2009-octobre 2010. Le montant moyen de leurs créances s'est, en effet, alourdi. Dans ce contexte, les liquidations pourraient redevenir « plus fréquentes », écrit l'Observatoire.

De même, le nombre de salariés concernés par une liquidation judiciaire a été plus important au troisième trimestre 2010 que durant la même période de 2009 : 48 056, en progression de 5,1% en un an.

Au total, le chiffre d'affaires des sociétés en procédure collective entre octobre 2009 et octobre 2010 « a représenté plus de 29 milliards d'euros », indique le CNAJMJ.

Les statistiques de 2009 montrent que les secteurs d'activité sont très inégalement touchés. Ceux « ayant le plus souffert de la crise » sont la construction, les activités immobilières et l'hôtellerie-restauration.

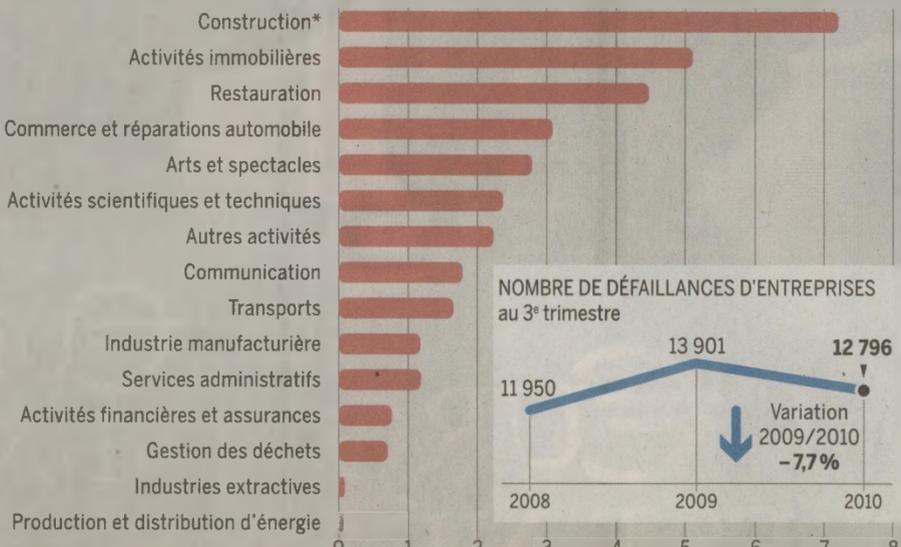
#### Baisse des effectifs

Dans le bâtiment, les destructions nettes d'emploi ont atteint environ 50 000 postes en 2009. Cette année, la profession s'attendait à une nouvelle baisse des effectifs (environ moins 30 000), « mais nous devrions enregistrer un recul un peu moins élevé que cette prévision », pronostique Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Le nombre total de défaillances d'entreprises a légèrement baissé sur les trois premiers trimestres 2010 par rapport à la même période de 2009 (-3,5%), d'après la FFB. En revanche, si l'on ne s'en tient qu'aux liquidations judiciaires, celles-ci continuent de progresser. Ce sont essentiellement les entreprises de moins de 50 salariés qui accusent le coup.

### Les secteurs de la construction et de l'immobilier peinent à sortir de la crise

NOMBRE DE LIQUIDATIONS JUDICIAIRES (LJ), RAPPORTÉ À L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE SECTEUR D'ACTIVITÉ



\* En 2009, les entreprises du secteur de la construction ont connu en moyenne 7,19 LJ pour 1 000 salariés. SOURCE : INSEE 2009

Après l'effondrement des mises en chantier de logements, le bâtiment subit de plein fouet la morosité de l'immobilier non résidentiel, explique M. Ridoret. « Notre outil de production a tendance à se contracter », constate-t-il.

Les agents immobiliers, eux,

ont commencé à broyer du noir dès le deuxième semestre 2008, sous l'effet de la brutale dégringolade des ventes de logements anciens (667 000 transactions conclues il y a deux ans, contre 802 000 en 2006). Entre 3 000 et 3 500 agences (soit environ 10%

du tissu) ont fermé leurs portes sur la seule année 2008, d'après le réseau Orpi. La Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) a même mis en place, en novembre 2008, un « service ciblé d'assistance en droit social » pour ses entreprises adhérentes qui devai-

ent licencier des salariés ou couper les liens avec leurs agents commerciaux. « De nombreux professionnels se sont séparés de leurs collaborateurs et malgré le rebond observé en 2010, on n'a pas encore retrouvé les niveaux d'effectifs d'avant-crise », souligne Henry Buzy-Cazaux, président de l'Ecole supérieure des professions immobilières.

Enfin, le bilan du CNAJMJ recèle une donnée surprenante de prime abord : le nombre relativement faible de procédures ouvertes dans l'industrie manufacturière. Ce pan de l'économie, qui englobe la filière automobile, a pourtant été malmené par la crise. Mais les pouvoirs publics l'ont épaulé, rappelle M. Gladel : primes à la casse qui ont relancé l'activité des constructeurs, intervention du Fonds stratégique d'investissement (FSI), prêts de l'Etat de 6 milliards d'euros à Renault et à PSA, etc.

En outre, les employeurs ont essayé d'amortir le choc en recourant au chômage partiel et en transférant la main-d'œuvre basée dans des sites en sous-activité vers des usines qui avaient besoin de personnels. Toutes ces mesures d'accompagnement ont sans doute évité à des entreprises de passer devant le tribunal de commerce. ■

Bertrand Bissuel

## A Montbéliard, la crise a contraint les équipementiers automobiles à se transformer

### Reportage

Montbéliard (Doubs)  
Envoyée spéciale

Une bobine géante d'aluminium à l'entrée de la ligne ; à la sortie, des pièces prêtes à être montées. Entre les deux, un dérouleur dévide la bobine dans une fosse puis une presse automatique d'une puissance de 1 200 tonnes moule des pièces destinées aux constructeurs automobiles. Chaque mois, de 3 à

4 millions de pièces sortent des énormes machines de l'usine SNOB, un équipementier automobile spécialisé dans le découpage et l'emboutissage, situé à Etupes, dans la banlieue de Montbéliard.

Lorsque la crise s'est abattue sur l'industrie automobile, fin 2008, Jean-Luc Eloy, le directeur du site, a vu sa production chuter de 15% à 20%. « On a tout fait pour éviter les licenciements en privilégiant la formation », explique-t-il. « On a vécu une période où Peugeot Sochaux a

fermé pendant un mois, rappelle Gilles Cassotti, commissaire à la réindustrialisation de la région Franche-Comté. Certains équipementiers ont vu leur chiffre d'affaires chuter de 50% à 80% ».

Avec l'introduction de la prime à la casse, du bonus écologique et du succès de certains modèles de Peugeot (3008 et 5008) produits à Sochaux, poumon industriel de Montbéliard, les équipementiers ont soufflé un peu. De fait, le marché automobile français a finale-

ment connu deux années historiques. Mais la fin de cette incitation à l'achat et le durcissement du bonus font redouter une nouvelle baisse des ventes et a fortiori de la production. Ces craintes ont conduit, début novembre, le gouvernement à envoyer une circulaire aux préfets pour les alerter de la fragilité des équipementiers et des sous-traitants du secteur. « Si cette circulaire a été écrite, c'est qu'elle a une utilité », relève M. Cassotti. Mais il relativise : « Notre région a déjà payé un lourd tribut à la crise. Certes, la restructuration de la filière automobile n'est pas totalement derrière nous, mais le plus gros a été fait. Je n'ai pas aujourd'hui connaissance de grosses difficultés mais je reste néanmoins vigilant. »

Avec 15 588 emplois (construction et équipement), et 5 500 emplois dans la sous-traitance, Montbéliard est la deuxième zone d'emploi pour l'industrie automobile derrière l'Île-de-France. Entre 1996 et 2008, la région a perdu 9 551 emplois dans le secteur. Et depuis 2008, quelque 5 000 emplois – essentiellement intérim et contrats à durée déterminée – se sont évanouis. Et la région affiche un taux de chômage angoissant de 13%. « Il y a beaucoup d'incertitudes sur ce que sera le marché en 2011. Et on sent encore l'inquiétude chez les chefs d'entreprises et les partenaires sociaux », souligne Martial Bourquin, vice-président de la communauté d'agglomération du pays de Montbéliard (CAPM).

« La situation des équipementiers n'a rien à voir avec celle des constructeurs, s'insurge David Barbier, élu CFDT (syndicat majoritaire) de Trevest à Etupes. Lorsque la crise est arrivée, il y a eu un effet domino mais aujourd'hui alors que les constructeurs sont sortis de la crise, nous n'en bénéficions pas. » Très dépendant de Peugeot Sochaux, l'équipementier, qui fabrique des tapis de sol, des sièges et des éléments d'insonorisation et qui n'avait pas gagné les appels d'offres pour les 3008 et 5008,

craint aujourd'hui de ne pas être retenu pour fabriquer la banquette de la remplaçante de la 207 SW. Or, lorsqu'un équipementier décroche un contrat, il est tranquille pour au moins cinq ans.

Pour certains d'entre eux, la crise a eu un effet salvateur. Leur état d'esprit a changé : ils ont pris conscience que dépendre d'un seul donneur d'ordre pouvait être fatal. Et qu'ils soient de rang 1 (fournisseurs directs des constructeurs) ou 2 (fournisseurs des rangs 1), ils se sont rendu compte de l'impérative nécessité d'innover, de se diversifier et de grossir pour ne pas mourir. A l'instar d'Eurocade, spécialisé dans les faisceaux électriques qui réalise 80% de son chiffre d'affaires avec PSA. Même si aujourd'hui « tout va bien », comme le dit son président Denis Rezé, il a décidé de se diversifier dans le photovoltaï-

### « La restructuration de la filière n'est pas totalement derrière nous, mais le plus gros a été fait »

Gilles Cassotti  
commissaire  
à la réindustrialisation  
de la région Franche-Comté

que « pour éviter d'être hyperdépendant d'un secteur ». Dans trois ou quatre ans, il prévoit de voir tomber son chiffre d'affaires dans l'automobile de 95% à 80%.

Au plus fort de la crise, l'action conjuguée de l'Etat et de la CAPM a aussi permis de sauver des entreprises. Peugeot Japy, spécialisée dans les pièces mécaniques, a ainsi été la première entreprise française à bénéficier de la garantie Oseo pour un prêt bancaire de 5 millions d'euros. De son côté, la CAPM a racheté un terrain de 13 000 m<sup>2</sup> et 9 000 m<sup>2</sup> de bâtiments pour 1,2 million d'euros et lui loue les locaux. Lorsque Patrick Mermilliod, l'ancien président de Bosch France, a racheté cette entre-

prise en 2004, elle était vouée à disparaître dans les deux ou trois ans. « Nous faisons 60% de notre chiffre d'affaires avec PSA [28% actuellement]. La facilité aurait été de délocaliser, se souvient-il. J'ai décidé d'investir 40 millions d'euros. » Mais lorsqu'elle est entrée dans la crise, l'entreprise, lourdement endettée, a frôlé la catastrophe. « On a géré au plus pressé, réduit les effectifs et géré la trésorerie au jour le jour. » En 2008 et aujourd'hui, Peugeot Japy a embauché 170 salariés.

« Pendant des années, Peugeot a eu un comportement très dur avec ses équipementiers. Or, notre avenir est étroitement lié à celui de l'industrie automobile. Aujourd'hui, il est plus attentif à leur situation. Pour des raisons d'image, mais surtout pour avoir un tissu solide de fournisseurs qui puisse le livrer en temps et en heure », explique Pierre Moscovici, président de la CAPM et député (PS) du Doubs.

Consciente de la mutation de l'industrie automobile, l'agglomération veut évidemment pérenniser l'outil industriel mais aussi créer un véritable écosystème autour des entreprises. Exemple avec Faurecia qui a installé à Bavans son centre mondial de recherche sur des systèmes d'échappement plus propre ou encore avec le pôle automobile du futur et l'entreprise FAM qui produit à Etupes un véhicule électrique (le F-City). Là encore, l'agglomération a joué le rôle de banquier. « Nous avons besoin d'environ 7 millions d'euros. Nous sommes allés frapper à la porte du FSI [Fonds stratégique d'investissement] mais on m'a retourné que mon dossier était trop petit. Revenez nous voir quand vous aurez besoin de 15 à 20 millions m'a-t-on dit ! », se souvient Pascal Bernard, le directeur général. L'agglomération a octroyé une aide de 1,1 million d'euros en avance remboursable et des subventions à hauteur de 357 000 euros. De quoi patienter. ■

Nathalie Brafman

Le Monde

vous invite...

... à l'Odéon-Théâtre de l'Europe  
au Théâtre de l'Odéon

Pour assister à une représentation de

**LE VRAI SANG**

Mise en scène Valère Novarina

Le mardi 4 janvier à 20 heures\*\*

Le dimanche 9 janvier à 15 heures\*\*\*

Pour recevoir votre invitation\*  
valable pour 2 personnes,

téléphonez au 0 892 690 700

(0,34 €/mn, hors surcoût éventuel opérateur)

\*\* le jeudi 16 décembre, à partir de 15 heures

(pour le 4 janvier).

\*\*\* le mercredi 22 décembre, à partir de 15 heures

(pour le 9 janvier).

\* 25 invitations offertes aux premiers appelants, conformément au règlement du jeu.

Offre gratuite, sans obligation d'achat, jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles. Le règlement du jeu déposé chez M. Angel huissier de justice à Paris, est adressé gratuitement sur demande à : Jeu Les Offres Culturelles du Monde - 80, boulevard Auguste-Blanqui - 75013 Paris. Les demandes de remboursement des frais de participation (selon modalités définies dans le règlement) doivent parvenir à la même adresse.

Les informations recueillies à cette occasion sont exclusivement destinées au Monde et à ses partenaires. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant (art. 27 de la loi informatique et libertés).

